

Editorial

Du 22 au 25 mai prochains, chaque citoyen européen est appelé à voter. En France, les élections européennes suivent les élections municipales. Des élections avec une abstention record, un vote de défiance sévère contre le Gouvernement et l'émergence réelle de nombreux conseillers municipaux FN. Il s'agit là pourtant d'un périmètre local concret auquel les français sont attachés et dont ils comprennent l'intérêt et le rôle.

Alors, à quoi doit-on s'attendre pour le 25 mai 2014 ? Pour les électeurs européens sur un objet qui est mal connu, mal compris, devenu complexe et à l'action controversée, que peut-on espérer de ces élections ?

Nous sommes pourtant nombreux à être favorables à la construction européenne pour la paix, la prospérité et la puissance face aux pays-continentaux d'hier et de demain. Cependant, ces objectifs largement partagés ont jusqu'ici largement occulté un débat de fond sur les modalités pour y parvenir.

Or, il y a bien des modalités spécifiques et des croyances à l'œuvre, et celles-ci sont nettement plus segmentantes : le libéralisme économique comme postulat, le progrès social qui vient avec ou plutôt après, dans le temps, le développement économique ... De vieilles croyances ou fables qui ne sont plus opérantes aujourd'hui.

Au mois de mai 2014, l'Union européenne a peut-être rendez-vous avec son destin. Repartir sur des bases et des objectifs renouvelés pour accomplir ses ambitions ou continuer à croire à l'opérationnalité des modalités à l'œuvre en dépit des réalités

« DECLARATION »

En vue des élections européennes du dimanche 25 mai 2014

Faisons l'Europe : qui sommes-nous ?

Né avec le mouvement "Sauvons l'Europe" au lendemain du référendum de 2005 sur le Traité constitutionnel européen (TCE), pour redonner un élan à la construction européenne, "Sauvons l'Europe collectif 31" est devenu en 2008 "Faisons l'Europe". Association citoyenne indépendante de tout parti politique, Faisons l'Europe a une approche critique mais constructive de l'Europe et fait entendre la voix de citoyens attachés à un idéal de solidarité entre les hommes et les peuples. Elle mène une action d'information et de promotion d'une Europe politique et démocratique forte en organisant des manifestations destinées au grand public.

Préoccupée par le fort taux d'abstention prévisible et le risque de voir représentés au Parlement européen des élus opposés au projet européen, et surtout soucieuse d'une évolution des politiques européennes dans le sens de plus de solidarité, l'association Faisons l'Europe a axé ses activités, dès l'été 2012, sur les élections européennes avec pour objectif d'amener les citoyens à prendre le chemin des urnes. Dans cet esprit, l'association a organisé plusieurs rencontres avec des députés européens ou des spécialistes des questions européennes et lancé un micro-sondage d'opinion sur les attentes des citoyens à l'égard de l'Europe. Ce « dialogue citoyen » se poursuit au printemps 2014 par une table-ronde sur la mobilité professionnelle et l'emploi des jeunes en Europe.

il faut aller voter le 25 mai 2014 !

- **La légitimité démocratique, seuls les députés l'ont !**

En effet le Parlement européen est la seule instance européenne directement élue par les citoyens, il est l'outil essentiel de la démocratie.

Les élections européennes sont des élections à la proportionnelle à un seul tour : ce sont de vraies élections pour lesquelles chaque voix compte avec de vrais enjeux pour l'avenir des 500 millions d'euro-péens.

De plus, l'expérience montre que les clivages sur des décisions européennes ne se font généralement pas en fonction des nationalités, ni même des appartenances politiques, mais bien en fonction des sujets abordés pour lesquels peuvent se dégager des majorités thématiques porteuses de progrès.

- **Les députés européens sont les artisans de notre vie quotidienne**

Ils s'intéressent et se prononcent sur les sujets de la vie quotidienne, par exemple sur la protection des données personnelles (internet), les OGM ou l'alimentation.

- **Les députés européens participent à la transparence des décisions européennes**

Lorsque certains organes européens tels que le Conseil ou la Commission européenne engagent une procédure qui va dans le sens d'un plus grand libéralisme, comme les traités de libre échange, ce sont les députés européens qui recherchent et exigent la transparence dans les négociations de ces accords.

observées et du ressenti de la majorité des citoyens ? Pourtant la pertinence et la volonté d'un continent soudé et fort restent une finalité comprise et partagée en Europe.

Faisons l'Europe, au cours des douze derniers mois, a conduit des actions dans la perspective du 25 mai prochain. Au tournant de cette année, il nous a semblé nécessaire de participer au débat des élections pour sensibiliser électeurs et candidats aux questions qui nous paraissent déterminantes. Si l'échelle européenne paraît pertinente à chacun, la mécanique européenne actuelle est méconnue, complexe et illisible. Est-elle d'ailleurs efficiente et légitime ?

C'est pourquoi Faisons l'Europe appelle à un renouveau démocratique, à un objectif clairement social et à une action sur l'économie réelle.

Jean-Marc MARTY
Faisons l'Europe



- **Le Parlement Européen intervient à une échelle pertinente.**

Si la construction démocratique de l'UE reste à parfaire, l'espace politique européen est le seul pertinent pour affronter les principaux défis actuels, comme la crise économique, le financement des innovations majeures, la transition énergétique ou le changement climatique.

Candidats,

*Faites activement campagne pour accroître l'influence du Parlement Européen !
Faites savoir que le Parlement Européen s'occupe de la vie quotidienne des citoyens, qu'il participe à la transparence des décisions européennes et intervient au bon niveau de décision pour nombre de sujets majeurs de notre temps.*

Citoyens,

*Interpellez vos candidats sur leurs options de politique européenne, tant pour les sujets du quotidien que pour les grands enjeux du XXIème siècle.
Donnez par votre vote une légitimité démocratique forte à vos Représentants.*

Exigeons la rénovation de la démocratie européenne !

- **Les pouvoirs du Parlement Européen doivent être renforcés**

Seul organe élu directement par les citoyens, le Parlement Européen doit être, parmi les quatre institutions européennes (Conseil européen, Conseil de l'UE, Parlement européen et Commission européenne), celle qui dispose des pouvoirs les plus importants.

Actuellement, le Parlement européen n'a pas son mot à dire dans plusieurs domaines majeurs. En particulier, il ne décide pas du volet « recette » du budget européen, ne joue pas de rôle déterminant dans la gestion de la crise et n'a pas l'initiative législative. En outre, les « actes délégués », pris conjointement par le Conseil et la Commission, peuvent aller à l'encontre de ses votes.

- **Une articulation appropriée entre le Parlement européen et les Parlements nationaux doit être définie**

Le Traité de Lisbonne reconnaît au Parlement national une légitimité pour le « bon fonctionnement » de l'UE. Cette reconnaissance du rôle des Parlements nationaux est un élément en faveur d'une plus grande démocratisation des institutions européennes. Ce rôle doit être mieux précisé dans le respect des domaines de compétence de chaque institution et du principe de subsidiarité.

- **La mécanique de prise de décision européenne doit être clarifiée**

Quatre institutions (Conseil européen, Conseil de l'UE, Parlement européen et Commission européenne) participent à la prise de décision européenne. Cette « mécanique européenne » est complexe et difficilement compréhensible malgré les efforts de transparence accomplis ces dernières années. Moteur de l'élaboration de la législation européenne, elle doit gagner en simplification et transparence pour être plus efficiente et légitime.

- **Les citoyens européens doivent se sentir mieux représentés**

Les électeurs doivent être représentés dans leur diversité et leurs aspirations. Aujourd'hui, chaque électeur est représenté par plusieurs députés appartenant à une circonscription probablement trop large. Des solutions doivent être trouvées pour rendre plus lisible et renforcer le lien entre électeur et députés européens.

Candidats,

*Si vous êtes élu demain, vous avez le devoir de faire croître les pouvoirs du Parlement ! Par votre action, l'UE doit devenir un véritable espace démocratique disposant d'un système parlementaire doté d'un pouvoir législatif réel et entier.
Attachez-vous à élaborer un système de décision européenne juste, équilibré et transparent, qui réponde aux exigences des citoyens et qui soit efficace.
Veillez à une bonne articulation entre le Parlement européen et les Parlements nationaux,
Soyez imaginatifs pour proposer de nouveaux principes d'élection et un système de représentation au Parlement européen plus lisible, plus efficace et plus juste ; trouvez les moyens de renforcer le lien entre les électeurs et leurs députés.*

Citoyens,

*Exigez que le Parlement européen soit complètement décisionnaire, en particulier pour ce qui concerne les recettes de l'UE, pouvoir essentiel sans lequel il ne peut peser sur les grandes orientations européennes.
Exigez un système de prise de décision clair, juste, efficace et transparent. Vos représentants doivent être capables de justifier et d'expliquer les votes de leur assemblée et les décisions prises collectivement au niveau européen !
Interpellez vos candidats pour être plus proches de vous et mieux vous représenter !*

Réaffirmons les droits et libertés des citoyens en Europe..... et dans le reste du monde !

- **Au sein de l'UE, les droits et libertés des citoyens européens ne doivent pas être remis en cause**

Les droits et libertés applicables aux citoyens européens sont inscrits dans la Charte des droits fondamentaux et dans la Convention Européenne des Droits de l'Homme. Ainsi, des principes comme le respect des minorités, la liberté de la presse, l'égalité entre femmes et hommes ou la protection des données personnelles, entraînent des responsabilités et des devoirs en Europe. Néanmoins, ces droits et libertés sont mis en danger et parfois remis en cause, voire bafoués dans plusieurs pays de l'UE. Les politiques d'austérité mises en œuvre dans les pays en difficulté financière conduisent à limiter l'accès à certains droits fondamentaux, comme, par exemple, la protection de la santé, l'aide sociale ou le droit au logement.

- **Sur des enjeux essentiels, l'UE doit avoir une véritable politique étrangère commune**

A l'extérieur de son périmètre, l'Union européenne veille à garantir le respect universel des droits de l'homme, et plus largement à contribuer à la sécurité dans le monde dans le cadre de sa politique de sécurité et de défense commune. Cependant, malgré des tentatives de coordination au niveau européen, l'Europe peine à parler d'une seule voix. Cela serait pourtant le meilleur moyen de résoudre des crises. Aussi, chaque fois qu'il existe des situations intolérables, l'UE doit trouver une position et une action commune. Sinon elle continuera à jouer un rôle trop faible dans le règlement des conflits.

Candidats,

Faites savoir votre attachement aux droits et libertés en Europe, donnez plus de visibilité à la Charte des Droits fondamentaux et œuvrez en faveur d'un élargissement de sa portée ; soyez vigilants quant au respect des droits qu'elle reconnaît, et, en particulier veillez à ce que les réformes imposées aux pays sous assistance financière ne mettent pas en cause certains droits fondamentaux de leur population. Défendez l'idée de passer d'une politique étrangère et de sécurité de l'UE exclusivement intergouvernementale à une véritable politique commune défendant les intérêts et les valeurs communes de l'Europe chaque fois que la situation le permet ou l'exige.

Citoyens,

Electeurs, interpellez vos candidats pour faire respecter ces droits et libertés !

Affirmez que l'Europe a un rôle à jouer dans le monde en faveur de la démocratie et de la paix. Le meilleur garant de la paix en Europe c'est le respect des droits et libertés dans l'espace européen et ailleurs !

L'économie ne se réduit pas à de la réglementation ! Pas de projet économique sans projet social !

- **l'UE doit être le moteur d'une économie mise au service du progrès social,**

Les premiers pas de la construction européenne se sont faits dans un contexte très spécifique qui permet de comprendre sa situation actuelle. En effet, dans un continent marqué par la guerre froide et la reconstruction, il était bien difficile de trouver un compromis sur des sujets politiques. La voie de l'intégration économique a été choisie. Il était admis alors que le progrès économique entraînerait le progrès social et que celui-ci se confondrait avec le retour et le maintien de la paix.

Ce paradigme a justifié d'agir sur l'économie, mais en donnant la priorité à un secteur clef de « l'économie réelle », c'est à dire, après-guerre celui du charbon et de l'acier. La prospérité retrouvée et partagée était considérée alors, probablement à juste titre, comme un préalable à l'acceptation d'un nouvel espace politique.

Cependant, dans les premiers pas de l'Europe, un élément a pesé : la création d'un espace économique intégré nécessitait l'accord des autres pays du monde occidental qui exigèrent, les Etats Unis en tête, que soient appliquées les règles du libéralisme. Ils craignaient la création d'une « forteresse Europe », un marché fermé qu'ils ne pourraient aborder, imposant cette condition qui n'est plus justifiée aujourd'hui mais pèse encore...

Car si ce choix pouvait s'expliquer, il est devenu purement idéologique au tournant des années quatre-vingt-dix lorsque la création d'autres zones économiques intégrées a modifié le contexte international. De plus, l'UE a abandonné son ambition d'agir sur



l'économie réelle, sauf à de trop rares exceptions. Aujourd'hui, faire fonctionner l'économie à travers une réglementation complexe importe plus que d'élaborer de véritables projets économiques.

La preuve est faite aujourd'hui que, dans nos économies où le libéralisme est dominant, la croissance du PIB n'entraîne pas obligatoirement un gain social tant au niveau international, que national ou infranational. Qui plus est, le traitement de la crise économique et financière a entraîné dans plusieurs pays européens, à des degrés divers, une véritable régression sociale, mettant gravement à mal la construction d'un modèle social européen auquel aspirent solidairement toutes les populations sans exception.

Dans ce nouveau contexte, l'Europe doit changer de paradigme et les clefs de son action économique doivent être revues. Si la situation initiale conduisait à agir sur l'économie, celle de ce jour conduit, comme l'exigent les citoyens, à agir dans le domaine social, condition sine qua non pour la poursuite de la construction européenne et la survie même de l'Europe en tant qu'espace politique.

Aussi, doit-elle intégrer dans sa politique économique une composante sociale qui remette les hommes au cœur de son action :

- en s'opposant clairement à toute décision économique entraînant un recul social,
- en progressant dans la voie d'une politique sociale européenne, ensemble de règles constituant un socle minimal de droits sociaux, et en particulier en harmonisant les dispositifs sociaux et les conditions de travail d'un Etat à l'autre, sources de dumping social interne.

• **Il faut définir un projet économique axé sur l'« économie réelle »**

Depuis les années 70, la désindustrialisation a touché progressivement (mais inégalement) les pays d'Europe. Parallèlement, les marchés financiers ont pris une place croissante dans l'économie européenne comme mondiale et pèsent sur les décisions politiques, amenant trop souvent les dirigeants européens à se plier aux règles de l'économie financière mondiale allant dans le sens notamment d'une dérégulation.

Aujourd'hui, il faut revenir à l'« économie réelle », c'est à dire concentrer l'activité économique sur la production de biens et de services. Il faut définir un projet économique lié au développement des secteurs d'activités phares de l'Europe et notamment de l'industrie dans le respect du développement durable.

Simultanément, l'UE doit, par une plus grande coordination interne (si ce n'est convergence ou même intégration), trouver des solutions au dumping social interne et externe et lutter fermement contre la concurrence et l'évasion fiscales. Elle doit aussi amplifier la démarche de transition énergétique dans laquelle elle s'est engagée depuis 1990 pour lutter contre le réchauffement climatique et assurer sa sécurité énergétique.

FAISONS L'EUROPE: REJOIGNEZ NOUS !

Depuis 2006, l'association «Faisons l'Europe» a pour objectif de sensibiliser ses concitoyens aux problématiques européennes, présenter la diversité des États membres et l'unité de nos destins.

Citoyens actifs pour l'Europe, nous savons que nous pouvons agir localement pour faire progresser l'idée d'une Europe politique et sociale plus forte.
Rejoignez-nous dans notre engagement et soutenez nous en adhérant à notre association en 2014!

Le formulaire d'adhésion est téléchargeable sur notre blog : <http://fle31.wordpress.com/>.
[Cotisation : 25/10€]

Un reçu vous sera envoyé pour bénéficier de la déduction fiscale au titre des dons à un organisme d'intérêt général

Candidats,

Vous devez contribuer à changer le paradigme de l'Europe, c'est-à-dire mettre l'économie au service des hommes et non le contraire ; vous devez énergiquement refuser toute régression sociale.

Vous devez contribuer à définir un projet économique privilégiant les secteurs productifs et l'industrie et œuvrer pour une convergence sociale et fiscale au sein de l'Europe.

En répondant ainsi fermement aux attentes profondes des citoyens, vous sauvegarderez l'Europe en tant qu'échelon pertinent d'action économique et espace porteur d'un modèle social inégalé dans le monde!

Citoyens

Faites savoir que l'UE en l'état ne répond pas à vos attentes mais en adoptant une attitude constructive car l'espace européen est la bonne échelle pour agir sur le plan économique, social et environnemental.